

Washington sanctionne et joue la carte Tshisekedi

RDCongo Les patrons de la Ceni, de la Cour constitutionnelle et de l'Assemblée nationale visés...

Les États-Unis ont décidé de sanctionner les responsables du processus électoral en République démocratique du Congo. Les deux têtes de la Commission électorale nationale indépendante (Corneille Nangaa et Norbert Basengezi) et leurs familles proches sont ainsi sanctionnées et privées d'entrer sur le sol américain. Marcellin Mukolo Basengezi (le fils du premier), conseiller du président de la Ceni, et grand ordonnateur de la négociation sur l'achat des machines à voter à la société sud-coréenne Miru Systems, est également ciblé. Il en va de même pour le président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku, et le président de la Cour constitutionnelle de la RDC, Benoît Lwamba Bindu.

Les affaires étrangères américaines annoncent aussi, mais sans donner de noms cette fois, que certains "fonctionnaires électoraux, ainsi que des responsables militaires et gouvernementaux soupçonnés d'être responsables, complices ou auteurs de violations des droits humains ou d'atteintes au processus démocratique en RDC" sont aussi sanctionnés.

Les États-Unis ciblent ainsi des affaires de corruption ou de violence. Ils pointent certaines responsabilités dans le fiasco électoral congolais sans prendre le risque d'être taxés d'ingérence. Ils ne touchent pas au processus électoral qui a été organisé par la Ceni et entériné par la Cour constitutionnelle, mais pointent des responsabilités dans le chef des acteurs majeurs de cette élection.

Dans la suite de leur communiqué, les États-Unis annoncent que ces sanctions ne remettent pas en question leur future collaboration avec le "nouveau gouvernement élu" pour qu'il tienne ses promesses de lutter contre la corruption et pour la défense du respect des droits de l'homme. Le texte ne parle pas de "président" mais bien de "gouvernement élu". Ce

nouveau gouvernement n'étant pas encore sur les rails, il est évident que c'est en pensant aux belles paroles de Félix Tshisekedi que ce dernier paragraphe est écrit.

Mise en garde pour les Kabilistes

Les États-Unis confirment ainsi qu'ils veulent travailler à une amélioration en profondeur du fonctionnement du pays. Ils savent pertinemment que, seul, le président ne peut y parvenir car la Constitution congolaise ne lui en donne pas les moyens. En substance, les États-Unis mettent donc en garde le nouveau gouvernement à venir, issu des rangs de la majorité au parlement et donc de la plateforme de l'ancien président Kabila (C), qu'ils attendent des changements substantiels de sa part.

En sanctionnant nominativement ces cinq individus, les États-Unis pointent les principaux échelons qui ont permis d'aboutir à la fraude électorale massive en RDC.

Les États-Unis démontrent ainsi qu'ils ne sont pas dupes des résultats annoncés. Mais ils laissent entendre à la Kabilie qu'ils peuvent fermer les yeux si le nouveau gouvernement s'engage à travailler sur la route esquissée par Félix Tshisekedi. Mauvaise nouvelle pour les membres du FCC qui se sont octroyé une substantielle majorité au parlement congolais car cette sanction indique clairement que le nouveau gouvernement n'aura pas carte blanche.

Ce communiqué est tombé vendredi soir, quelques heures après que la présidence de la République congolaise a diffusé des images de Félix Tshisekedi recevant, tout sourire, l'envoyé spécial des États-Unis pour les Grands Lacs, Peter Pham, ce qui accredit la lecture du "nous sommes derrière Félix et nous attendons que le futur gouvernement respecte les belles paroles de ce Monsieur..." même si les membres du gouvernement ont fait allégeance deux jours plus tôt à Joseph Kabila.

Washington joue donc Tshisekedi contre Kabila. On prend les paris que Félix Tshisekedi sera bientôt invité à la Maison-Blanche ?

Hubert Leclercq

Washington
joue donc
Félix Tshisekedi
contre
Joseph Kabila.